

Rapport d'activités

2016-2017



Centre d'intervention
budgétaire et sociale
Mauricie BNY

Coordonnées

274 rue Bureau, Trois-Rivières,
G9A 2M7
819-378-7888

Shawinigan
sur rendez-vous seulement
819-536-4438

www.cibes-mauricie.ca
acef@cibes-mauricie.ca

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 9h00 à 16h30.
En soirée, sur rendez-vous seulement.
Fermé 3 semaines durant la période
estivale.

Territoire:
l'ensemble de la région mauricienne et
les MRC Bécancour et Nicolet-Yamaska

Table des matières

- ✎ **Mot de la présidente**
- ✎ **Présentation du CIBES de la Mauricie**
 - * Mission
 - * Conseil d'administration
 - * AGA et membres
 - * Équipe de travail
- ✎ **Du nouveau cette année**
 - * La soirée des Chamberland
 - * Le prêt sur salaire: une étude de cas
 - * Situation financière chez les aînés de TR
 - * SAC-04
- ✎ **Les services directs à la population**
 - * Consultation budgétaire, suivi budgétaire et demandes d'information
 - * Fonds d'entraide Desjardins
 - * Fonds communautaire de Trois-Rivières
 - * Rencontres post-faillite
 - * Ententes avec Hydro-Québec
- ✎ **Information, éducation, sensibilisation**
 - * Ateliers, formations et présentations
 - * Prix du cœur de la publicité
 - * Journée sans achat
- ✎ **Implication dans le milieu**
 - * AGA, comités de travail et rencontres d'échange
 - * Activités de solidarité et représentation
 - * Campagne *Engagez-vous pour le communautaire*
- ✎ **À venir en 2017-2018**
 - * Outil pour les personnes en contexte de rupture
 - * Les finances personnelles: comment accompagner efficacement
 - * Emplois d'été Canada
- ✎ **Revue de presse**
- ✎ **Nos bailleurs de fonds**

Mot de la présidente

Par Isabelle Bombardier



Le milieu communautaire est en constante mouvance. Le monde dans lequel les groupes communautaires évolue est en constant changement. En même temps, les besoins, eux, sont toujours présents et continuent même à grandir. S'adapter à ces nouvelles réalités tout en continuant d'offrir des services. Être souvent dans la surcharge de travail et la recherche de financement tout en maintenant le phare. Être dans la vitesse tout en prenant le temps. C'est la réalité dans lequel le CIBES chemine.

Au cours de la dernière année, des projets ont vu le jour comme l'étude sur la situation financière et l'endettement chez les aînés de Trois-Rivières et celle concernant les prêts sur salaire. Les services directs à la population, comme la consultation budgétaire, le Fonds d'entraide Desjardins et le Fonds communautaire, ont continué à aider les gens de notre communauté. Mais surtout, un « sauvetage » s'est imposé de lui-même avec la fermeture du SAC-04, un organisme qui n'a pas su passer au travers des changements et de la mouvance. Grâce à l'acharnement et la volonté des employés du CIBES, le SAC-04 renaît de ses cendres encore fumantes pour s'ouvrir à une renaissance.

Au sein du CIBES, la stabilité fait également partie intégrante de la réalité quotidienne puisque l'équipe de travail et le CA restent fidèles à l'organisme. À vous tous et toutes, je veux dire merci! Merci d'être ce que vous êtes, des gens profondément ancrés dans des valeurs d'entraide, de compréhension, d'empathie et de partage. D'être des piliers dans cette mouvance. D'être des gardiens de phare dans la turbulence des changements et de l'agitation. D'être tout simplement vous!

Présentation du CIBES de la Mauricie

Mission

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie consacre ses actions non seulement à aider les familles et les individus qui vivent des difficultés liées au budget et à l'endettement, mais aussi à lutter contre des injustices qui portent atteinte à l'ensemble des consommateurs.

Conseil d'administration

Le CIBES est très privilégié d'avoir un conseil d'administration qui est engagé et fidèle. Merci à vous tous d'être avec nous et de nous supporter année après année.

6 rencontres régulières

2 activités sociales

Implication dans les différentes actions sociales, conférences, soirées et rencontres politiques

Le conseil d'administration 2016-2017

Isabelle Bombardier, Présidente, utilisatrice et secteur communautaire

Sylvie Ménard, Vice-Présidente, secteur privé (firme de syndics)

Isabelle Forcier, Secrétaire-trésorière, secteur public (MESS)

Sylvie Cossette, Administratrice, retraitée secteur public (MSSS)

Suzanne Bruneau-Godbout, Administratrice, retraitée du secteur bancaire (Desjardins)

Anne Carignan, Administratrice, secteur public (MSSS)

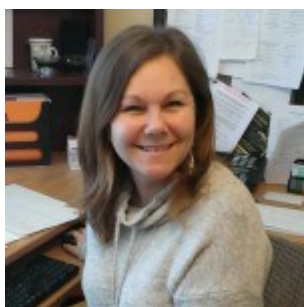
Marc Benoit, Administrateur, secteur communautaire

AGA et membres

- ✕ **L'assemblée générale annuelle** s'est tenue le 14 juin 2016 au Bistro *Le temps d'une pinte*. Nous y avons accueilli 15 personnes, dont 2 membres extérieurs.
- ✕ **63 nouveaux membres en 2016-2017 pour un total de 337 membres.**

Présentation du CIBES de la Mauricie

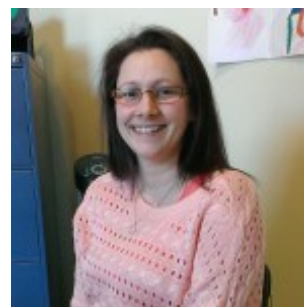
Équipe de travail



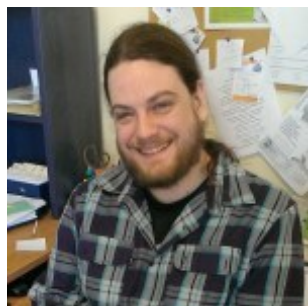
Nathalie



Bertrand



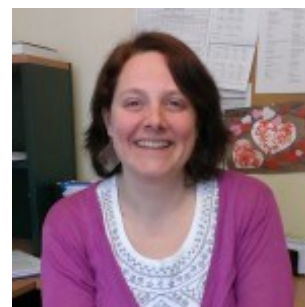
Mélanie



Aubert



Angelica



Virginie

Activités, formation et perfectionnement

- * 2 jours de réunion à Tavibois pour la planification annuelle
- * 2 activités sociales avec le conseil d'administration
- * Formation *Les organismes communautaires et les médias sociaux* - CFCM
- * Journée régionale de formation sur différents outils de gestion et d'amélioration des conditions de travail - TROC CQM
- * Formation sur les déductions d'impôt fédérales - La cité des mots et l'ARC
- * Conférence sur le salaire minimum à 15\$ - Roépam
- * Conférence sur le Revenu minimum garanti - Roépam
- * Conférence sur les enjeux du projet d'Oléoduc Énergie Est - COMSEP

Du nouveau cette année

La soirée des Chamberland

Cet événement a lieu tous les deux ans et a pour but de remercier et d'honorer les organismes communautaires et les gens y œuvrant. Il a aussi pour objectifs de promouvoir leur importance, de mettre en lumière leur travail et leur implication et de favoriser le réseautage. Sous forme de remise de prix et de prestations artistiques, c'est une belle occasion de célébrer les réussites du milieu communautaire trifluvien!



Cette année le CIBES a décidé de présenter notre collègue Monique Émond à titre posthume pour le prix *Hommage Hélène Robert*. Ce prix est décerné à une personne qui a fortement marqué le milieu communautaire par ses prises de position progressistes, ses actions concertées et son implication acharnée au sein de la collectivité.

Monique a gagné ce prix et c'est notre collègue Nathalie qui est allée recevoir le trophée en son nom et qui lui a rendu hommage.

Nos collègues Aubert et Bertrand se sont impliqués dans la portion spectacle en participant dans la chorale.



Du nouveau cette année

Projets spécifiques

Le prêt sur salaire: une étude de cas

Avec ce projet, nous souhaitons comprendre la nature des prêts sur salaire, identifier les prêteurs et leur fonctionnement et mesurer les répercussions financières et psychologiques chez les emprunteurs. Sont ressortis de cette démarche des recommandations et un outil de prévention pour la population en général.



Situation financière et endettement chez les aînés de Trois-Rivières

Notre étude avait pour but de mieux comprendre la situation financière des individus lors du passage à la retraite. Plus précisément, nous voulions établir les causes de la détérioration ou, dans certains cas, de l'amélioration de la situation. Puis, analyser les moyens utilisés par ces individus pour assurer leurs besoins. Nous avons porté un regard sur les situations avant et après le passage à la retraite et déterminé dans quelle mesure cette transformation économique s'avère déterminante pour les individus à faible revenu.



SAC-04

Le Service d'aide au consommateur, après 40 ans d'existence, a fermé ses portes en mars 2016, suite à des difficultés financières. Le CIBES a décidé de tenter son sauvetage. Pendant plus d'un an, nous avons travaillé à redresser la situation financière du SAC avec la ferme conviction qu'en unissant le CIB de l'Énergie et le Service d'aide au consommateur à Shawinigan nous irions plus loin.

La coopération, le partage et la colocation des deux organismes permettra au CIB de l'Énergie d'accroître sa présence et son rayonnement à Shawinigan. A nous deux, nous pourrions répondre davantage aux besoins locaux et multiplier les implications sociales pour le bien de cette ville pionnière. Deux organisations à vocation sociale préoccupées par les impacts d'une société qui repose sur la consommation et la surconsommation de biens. Un partenariat enrichissant pour le bénéfice des citoyens de Shawinigan et de toute la Mauricie.

Les services directs à la population

La consultation budgétaire

Une première rencontre qui permet de se donner un portrait global de la situation et des difficultés qui sont rencontrées en identifiant les données socioéconomiques, en élaborant la liste des dettes et des retards et en établissant un budget pour le mois à venir.

259 consultations budgétaires

162 dossiers compilables* (représentant, avec les couples, 215 personnes)

Sur les 162 dossiers:

- * 49% femmes
- * 17% hommes
- * 34% couples

* Certains dossiers, pour éviter de fausser les données, sont exclus de nos statistiques (ex : moins de mille dollars de dettes ou les extrêmes au niveau des revenus). Ces données nous permettent d'identifier notre clientèle, de mieux comprendre le phénomène du surendettement et de comparer avec les statistiques de la population en général concernant le crédit à la consommation, le taux d'endettement, etc.

Le suivi budgétaire

Un suivi budgétaire peut être proposé (mensuel ou plus fréquent selon le besoin) pour donner aux gens le soutien et le temps nécessaires à la reprise en charge du budget et pour mettre en application une solution à l'endettement, s'il y a lieu.

396 rencontres de suivi

Les demandes d'informations

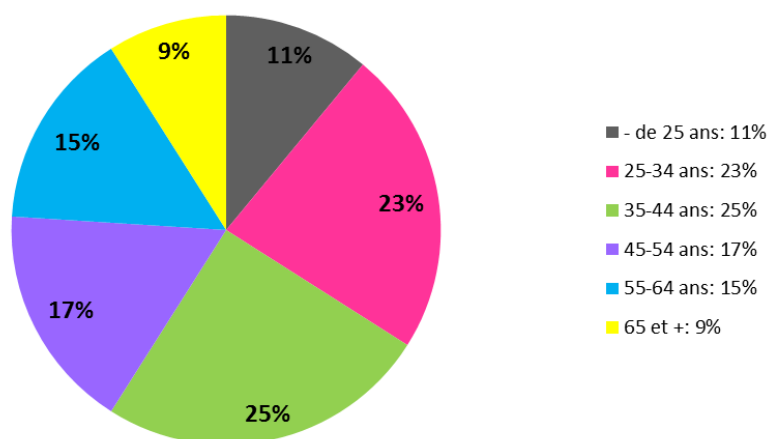
Nous répondons à **plus de 700 demandes d'information**, au téléphone ou via notre site internet et notre courriel, sur des sujets entourant le crédit et les solutions aux dettes.

Les services directs à la population

La consultation budgétaire

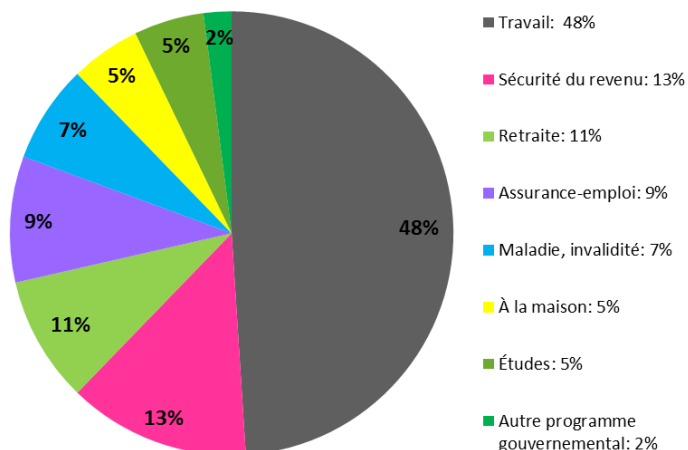
Les personnes qui nous consultent

Âge



Revenu moyen par unité familiale: 32 615\$/année

Source de revenu



Endettement

Endettement personnel moyen (excluant l'hypothèque): 22 449\$

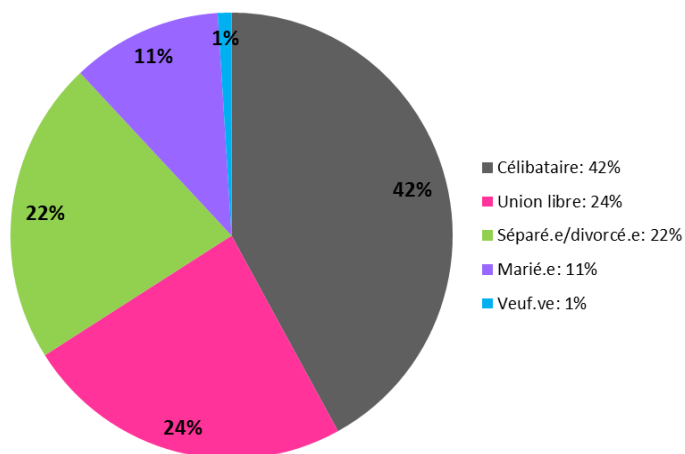
Endettement hypothécaire moyen: 60 919\$

Les services directs à la population

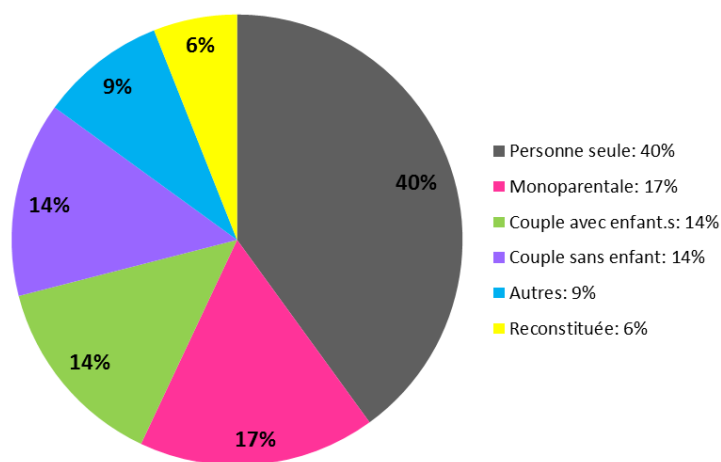
La consultation budgétaire

Les personnes qui nous consultent

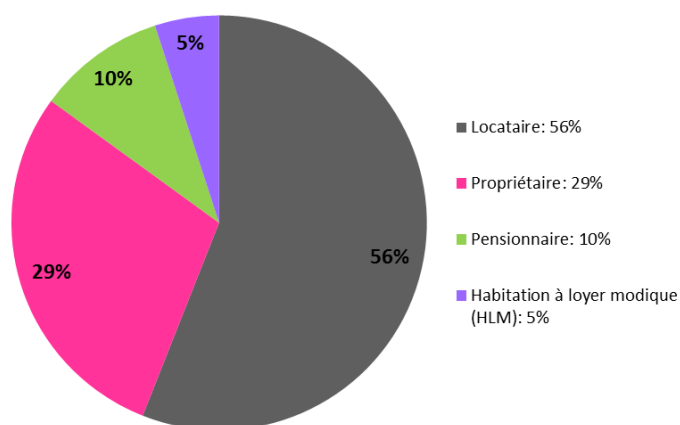
État civil



Type de familles



Habitation



Les services directs à la population

Le Fonds d'entraide Desjardins (FED)

Dans le cadre d'une consultation budgétaire, il est possible pour une personne n'ayant pas accès au crédit traditionnel dans les institutions financières, de faire une demande de prêt de moins de 1 000\$ et de plus de 150\$.

Statistiques

Demandes de prêt: 134

Prêts octroyés: 66

Montant total des prêts: 39 918\$

Moyenne par prêt: 605\$

Taux de remboursement: 97%



Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

Activités

3 rencontres du comité consultatif FED

Merci aux membres du comité pour leur engagement et leur implication!

Le comité est composé de:

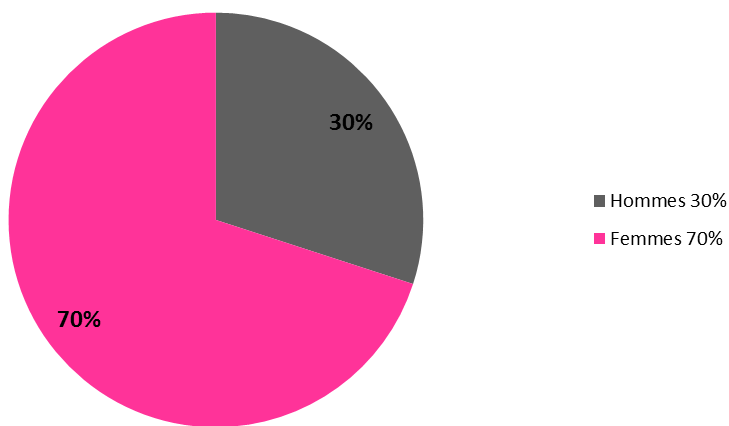
- * **Laurie Levasseur**, conseillère en finance solidaire Développement international Desjardins
- * **Anne Cinq-Mars**, conseillère en gouvernance et vie coopérative Mauricie
- * **Pierre Lavigne**, représentant au Conseil régional et administrateur de la Caisse Desjardins du Centre-Sud de Shawinigan
- * **Cléo Marchand**, représentant au Conseil régional et président de la Caisse Desjardins Laviolette
- * **Mélanie Roof**, conseillère budgétaire du CIBES et co-responsable du FED
- * **Virginie Rainville**, conseillère budgétaire du CIBES et co-responsable du FED

Les services directs à la population

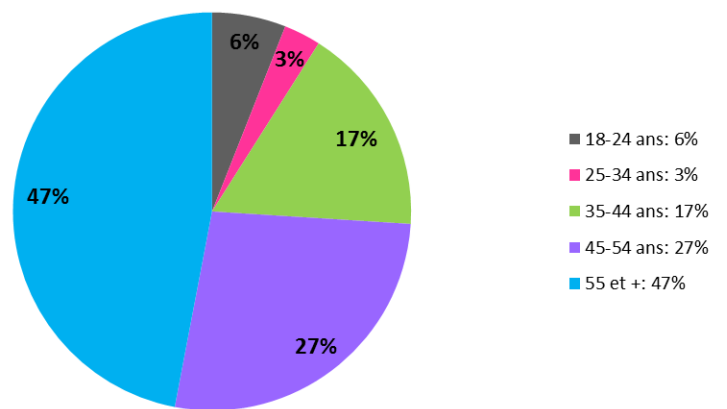
Le Fonds d'entraide Desjardins (FED)

Les personnes qui nous consultent

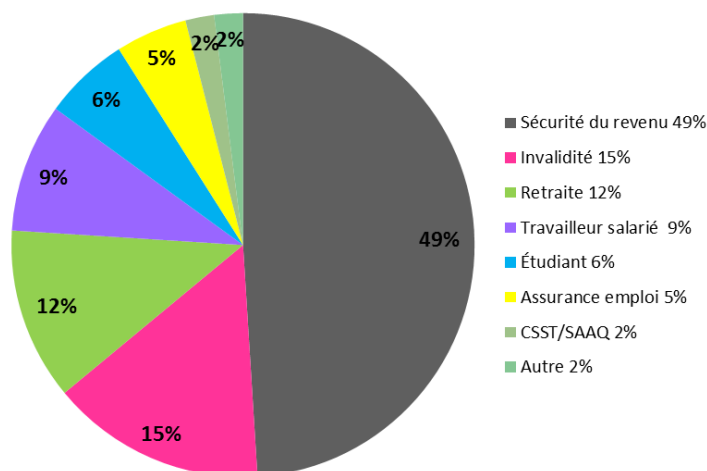
Sexe



Âge



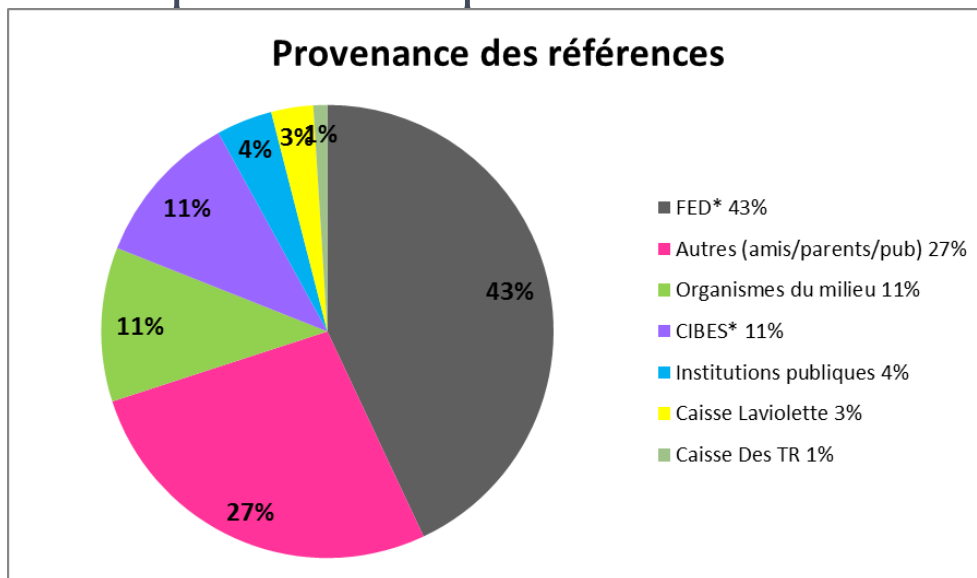
Source de revenu



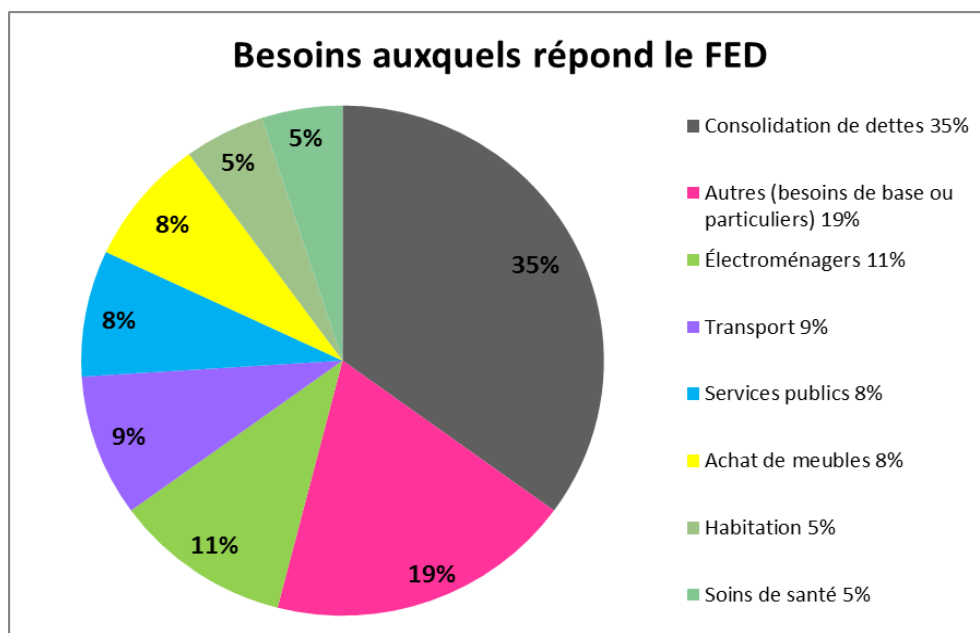
Les services directs à la population

Le Fonds d'entraide Desjardins (FED)

Les personnes qui nous consultent



*Dans les rapports transmis à la Fédération, le FED et le CIBES ne forment qu'une seule catégorie: *Organisme de consultation budgétaire*.



Les services directs à la population

Le Fonds communautaire de TR (FCTR)

Permet d'octroyer des prêts de dépannage de 200\$ et moins pour des besoins urgents ponctuels. Nous procédons d'abord à l'évaluation des besoins et de la situation financière de la personne pour ensuite évaluer la pertinence d'un prêt ou identifier si d'autres solutions sont possibles.

Statistiques

Demandes de prêt: 47

Prêts octroyés: 38

Montant total des prêts: 5 531,25\$

Moyenne par prêt: 146\$

Taux de remboursement: 71%

Activités

- * **2 rencontres du conseil d'administration**
- * **Assemblée générale annuelle le 30 septembre 2016, 8 personnes présentes**

Sexe

- * **17 Femmes**
- * **21 Hommes**

Âge

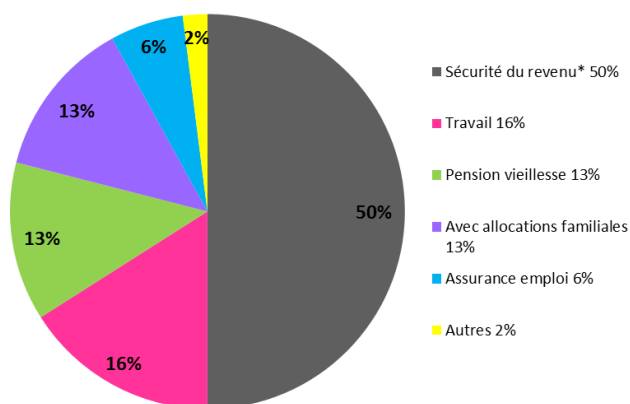
- * **- de 25 ans: 13%**
- * **25 à 54 ans: 47%**
- * **55 et + : 40%**

Les services directs à la population

Le Fonds communautaire de TR (FCTR)

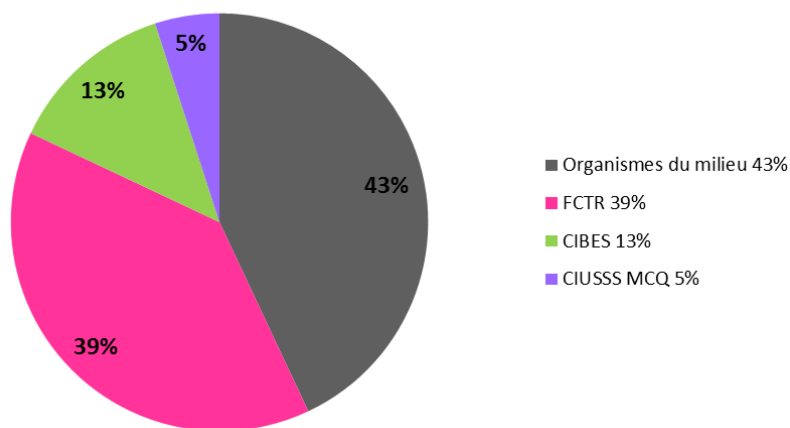
Les personnes qui nous consultent

Source de revenu

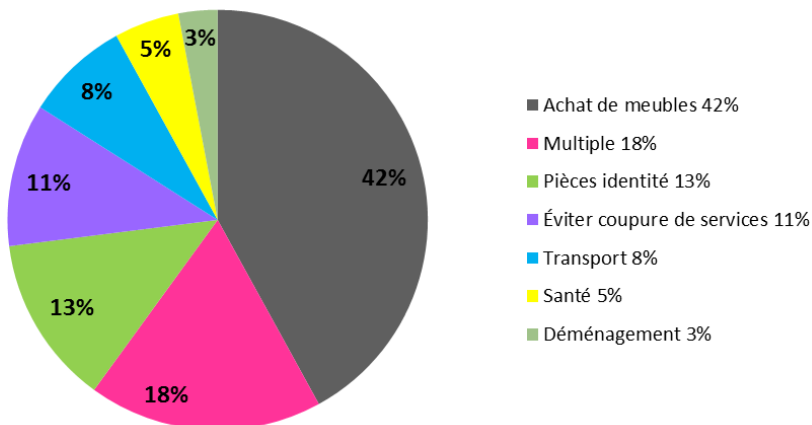


*75% de ces personnes ont le montant de base de 630\$/mois

Provenance des références



Besoins auxquels répond le FCTR



Les services directs à la population

Les ententes spécifiques

Rencontres post-faillite

En collaboration avec 2 firmes de syndics de la région, nous effectuons les deux consultations obligatoires de certains dossiers de faillite. Ces rencontres visent à identifier les causes de la faillite et à outiller les personnes, si nécessaire, sur le plan de l'organisation budgétaire pour assurer le maintien de l'équilibre à long terme.

1ère et 2ième séances: 7 rencontres



Ententes avec Hydro-Québec

En tant qu'association de consommateurs, nous avons des ententes particulières avec Hydro-Québec adaptées pour les personnes à faible revenu qui éprouvent de la difficulté à assumer leur compte d'électricité. Nous pouvons également référer directement les gens au bon endroit et restons en appui si des difficultés surviennent.

32 personnes aidées

(sans compter les personnes que nous avons référées directement à Hydro-Québec en leur expliquant la procédure à suivre)



Information, éducation, sensibilisation

Ateliers, formations, présentations

Les organisations du milieu et les partenaires font appel au CIBES pour dispenser des ateliers, des formations ou pour présenter nos services à leur clientèle ou leurs employés.

- * **40 rencontres de groupe**
- * **456 personnes rejointes**
- * **9 thèmes**
- * **27 organisations différentes** (organismes communautaires, syndicats, établissements scolaires, CIUSSS-MCQ, organismes gouvernementaux, regroupements d'organismes)

Merci à toutes ces organisations de nous inviter, de nous prêter leurs locaux et surtout de nous permettre de rejoindre des personnes qui ont besoin de nous et que l'on ne rejoindrait pas autrement!

Thèmes

- * **Budget: À vos comptes... Prêts? Partez!**
- * **Formation de base en intervention budgétaire** (pour les intervenants)
- * **Autonomie financière** (pour femmes en difficultés)
- * **Budget et crédit** (pour nouveaux arrivants)
- * **Crédit et solutions aux dettes**
- * **Présentation du CIBES et de ses services**
- * **Trucs pour survivre au temps des fêtes**
- * **Le surendettement des ménages**
- * **Dans quel monde vivons-nous?**

Information, éducation, sensibilisation

Les Prix du cœur de la publicité

Ce concours a pour but d'amener les jeunes à développer un esprit critique face à la publicité et à consommer de manière responsable. Le vote se déroule dans les écoles secondaires et les maisons de jeunes du Québec inscrites. Un vote en ligne est également ouvert au grand public. Cette année le concours en était à sa 14e édition.

Le concours en bref

- * **En Mauricie, 589 jeunes ont participé au concours**
- * **9 441 jeunes au Québec**
- * **8 publicités à visionner**
- * **Publicité cœur d'or:** un trophée a été remis aux Éleveurs de porcs du Québec et à l'agence de publicité Ig2 de Montréal pour la publicité intitulée *Tresse*.
- * **Publicité cœur de pierre:** Vidéotron et l'agence Sid Lee de Montréal ont reçu une lettre relatant le vote des jeunes pour la publicité intitulée *Mercredi*.
- * Un tirage de cartes iTunes et d'un iPad mini pour l'ensemble des participants. En Mauricie, 4 cartes iTunes de 15\$ ont été remportées.



Information, éducation, sensibilisation

La Journée sans achat

Comme chaque année, nous avons convié la population à participer à la *Journée sans achat*, qui consiste à ne rien acheter pendant une journée. Cette activité, soulignée mondialement, a lieu, symboliquement, en même temps que le Black Friday en Amérique du Nord, depuis plus de 20 ans. Cette initiative vise à sensibiliser les consommateurs de tous âges et de toutes les classes sociales aux impacts de nos modes de consommation sur notre vie personnelle, familiale et sociale, sans parler des impacts environnementaux pour la planète et de l'appauvrissement des peuples du tiers-monde.

Cette année, en collaboration avec la FTQ, deux entreprises ont participé dans leurs milieux en publicisant l'affiche et en distribuant des tickets d'engagement.

LE 25 NOV 2016
Je n'achète pas!

JOURNÉE SANS ACHAT

JE M'ENGAGE CONTRE LA SURCONSOMMATION

TICKET D'ENGAGEMENT
Le 25 novembre, je vais résister ou je m'engage à devenir membre de mon association de consommateurs afin de soutenir ses actions.

Bureau de Trois-Rivières
274 rue Bureau
Trois-Rivières Qc G9A 2M7
Tél. : (819) 378-7888

Bureau de Shawinigan
Tél. : (819) 536-4438
info@cibes-mauricie.ca

CIBES
Centre d'intervention
budgétaire et sociale
de la Mauricie

L'implication dans le milieu

AGA, comités de travail, rencontres d'échange

Assemblées générales annuelles:

- * Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux CQM (TROC-CQM)
- * Centraide Mauricie
- * Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie (CDC Centre-de-la-Mauricie)
- * Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM)
- * Corporation de développement communautaire de TR (CDC-TR)
- * Fonds communautaire de TR

Comités de travail:

- * Comité de coordination du fonds dédié de l'Union des consommateurs
- * Comité portail de l'Union des consommateurs pour *Toutbiencalcule.ca*
- * Comité d'analyse des demandes de prêt du Fonds communautaire d'emprunt de la Mauricie
- * Comité Lutttes sociales de la CDC de Trois-Rivières
- * Table Santé publique et développement social du CIUSSS-MCQ (Trois-Rivières)
- * Comité déjeuners thématiques de la Table Santé publique et développement social du CIUSSS-MCQ (Trois-Rivières)
- * Comité 5-10-15

Rencontres d'échange:

- * Rencontre nationale entre la Fédération des caisses Desjardins et les associations de consommateurs
- * Rencontre nationale entre l'Office de la protection du consommateur et les associations de consommateurs
- * Rencontre nationale entre Hydro-Québec et les associations de consommateurs
- * Rencontre sur la mobilisation des membres de la CDC de Trois-Rivières
- * Rencontre sur la sécurité alimentaire

L'implication dans le milieu

Activités de solidarité et représentation

- * Conférence de presse Les Chamberland
- * 5 à 7 du député Donald Martel
- * Déjeuner des bons coups CDC Centre-de-la-Mauricie
- * 5 à 7 Hommage aux bénévoles de Centraide
- * Soirée Les Chamberland
- * 50e des associations de consommateurs
- * 5 à 7 Forum social mondial
- * 5 à 7 réseautage CDC Trois-Rivières
- * Conférence de presse dévoilement des résultats de la campagne de Centaide
- * Journée *Le communautaire c'est salulaire* de l'UQTR
- * Un bon thé pour la bonté de Centraide
- * Marche des parapluies de Centraide
- * Tournée de la TROC-CQM
- * 2 témoignages en entreprises dans le cadre de la campagne de Centraide
- * Conférence de presse de la TROC-CQM pour la campagne unitaire
- * Campagne unitaire: *Engagez-vous pour le communautaire*: grève, manifestations et autres actions
- * Rencontre avec les dirigeants du CIUSSS-MCQ organisée par la TROC-CQM
- * 5 à 7 réseautage CDC Centre-de-la-Mauricie



50e des associations de consommateurs



Manifestation Campagne unitaire



Dévoilement des résultats campagne Centraide

Campagne unitaire

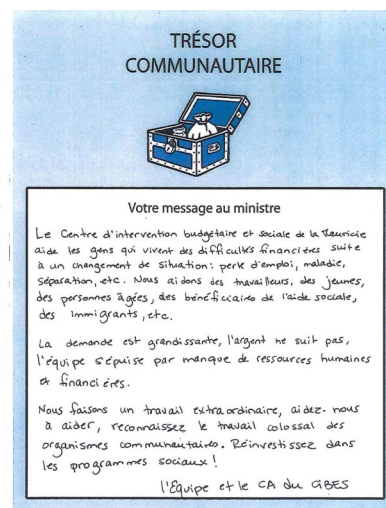
Engagez-vous pour le communautaire



Le CIBES a participé aux actions menées dans le cadre de la campagne. Celle-ci, coordonnée par 10 regroupements d'organismes communautaires du Québec, a pour objectifs d'améliorer les conditions de vie de la population et d'assurer le respect des droits, que le gouvernement soutienne adéquatement l'action communautaire autonome (ACA) par l'augmentation de son financement et le respect de son autonomie, tout en réinvestissant dans les services publics et les programmes sociaux.

Actions

- * 1er novembre 2016: conférence de presse
- * 8 novembre 2016: grève, on ferme nos services et on va distribuer des feuilles volantes à la population de Trois-Rivières et de Shawinigan
- * 9 novembre 2016: envoi de cartes postales aux bureaux du Ministre des finances du Québec Carlos Leitao et l'équipe est vêtue de noir en signe de deuil
- * Janvier et février 2017: campagne Facebook, diffusion de cartes de Monopoly: cartes « malchance » = conséquences des coupures sur les personnes et les organismes et cartes « trésor communautaire » = bons coups des organismes communautaires



À venir en 2017-2018

Projets spécifiques

Outil de référence pour les personnes en contexte de rupture

Création d'un outil d'information complet concernant toutes les dimensions de la réorganisation ainsi que les ressources pertinentes en contexte de rupture.



Les finances personnelles: comment accompagner efficacement

Création d'une formation pour aider les proches aidants de la Mauricie à organiser les finances de la personne aidée pour alléger et simplifier le plus possible leur rôle déjà très demandant. Ensuite, offrir la formation dans 7 groupes de proches aidants sur les 6 territoires de la Mauricie.



Emplois d'été Canada

Nous avons obtenu le financement pour engager un étudiant afin d'actualiser notre site web et vitaliser notre page Facebook. Il sera également chargé d'assurer le transfert de connaissances pour que l'équipe du CIBES puisse en assurer la mise à jour.



Revue de presse 2016-2017

Radio/télévision

- * 106,9 sur la rentrée scolaire
- * Ici Radio-Canada, émission *Facteur matinal*, sur les allocations à donner aux enfants
- * CFUT, sur la *Journée sans achat*
- * CFUT, sur les *Prix du cœur de la publicité*

Médias écrits

- * Blogues de Desjardins (Coopmoi), *La vie après une faillite*
- * Le Bulletin communautaire des premiers quartiers, *Chronique par et pour les aînés: Le surendettement*
- * Info-HLM, 3 articles sur le budget pour les locataires et employés de l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières
- * Le Nouvelliste, lettre d'opinion: *Le salaire à 15 \$ l'heure: un minimum*
- * Le Nouvelliste, lettre d'opinion: *Pour aider encore plus* (sur la grève du communautaire)
- * Ici Radio-Canada (web), *Parler d'argent à vos enfants, les conseils du CIBES de la Mauricie*
- * Bulletin Le Liaison de la CDC Centre-de-la-Mauricie, *Le communautaire: une grève symbolique*
- * Le Nouvelliste, lettre d'opinion: *Le revenu minimum garanti: une réflexion s'impose*

Des chandelles pour dénoncer la hausse des tarifs d'électricité

TROIS-RIVIÈRES (GD) — Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie invite la population à participer à l'événement *Le 29 février, j'allume mes chandelles!* afin de dénoncer les hausses répétées des tarifs d'électricité d'Hydro-Québec.

Dès 18 h le 29 février, la population est invitée à fermer les lumières pour allumer des chandelles pendant une ou deux heures.

L'organisme espère que cette mobilisation, qui touche également d'autres régions du Québec, rappelle à la société d'État que l'électricité est une richesse qui appartient à tous les Québécois.

La vie après une faillite

France Michaud | Mouvement Desjardins

Il y a quelques années, Isabelle cumulait les petits boulots... et les petits salaires. Sans conjoint et vivant en appartement, elle essayait tant bien que mal de joindre les deux bouts. Malgré ses efforts, les factures s'accumulaient, les créanciers s'impatientsaient et le stress s'est invité dans son quotidien.

«Quand je me suis rendu compte que j'étais prise dans un étau, je me suis tournée vers le centre d'intervention budgétaire et sociale (CIBES), un organisme de consultation budgétaire partenaire des caisses Desjardins en vertu du programme Fonds d'entraide Desjardins. J'avais très peur de me faire juger, car je n'avais pratiquement pas d'épargne, mais j'ai été agréablement surprise. C'est tout le contraire qui s'est passé! Mes conseillers se sont tout de suite mis en mode solution, sans jamais juger mes choix», témoigne la jeune femme.

«Nous ne remettons jamais en question les priorités des personnes qui se tournent vers nous, d'autant plus qu'elles ont souvent déjà coupé partout où elles le jugeaient possible, confirme Nathalie Champagne, conseillère budgétaire au CIBES. Nous les aidons donc plutôt à réorganiser et à mieux gérer leur budget en fonction de leurs priorités. Nous prenons le temps qu'il faut pour résoudre les problèmes de façon durable, en laissant le temps qu'il faut aux gens pour s'adapter.»

Aujourd'hui bien outillée et plus consciente des pièges liés au crédit, Isabelle a adopté de meilleurs comportements et considère désormais l'avenir avec beaucoup plus de confiance.

Pour aider Isabelle à consolider et à rembourser ses dettes, le CIBES lui a accordé un petit prêt d'entraide et a pris contact avec ses créanciers pour établir avec eux des ententes de remboursement. «Ils m'ont enlevé un immense fardeau des épaules», affirme-t-elle.

Nouveau coup dur

Toutes ces démarches ont permis à Isabelle de renouer avec l'équilibre financier... jusqu'à ce qu'elle se casse une jambe et doive quitter son travail pour une période d'un an, ce qui a provoqué une nouvelle dégradation de sa situation financière. Cette fois, malgré l'appui du CIBES et les efforts qu'elle a investis pour rétablir son équilibre budgétaire, elle a dû déclarer faillite. «C'était la meilleure solution pour elle, explique Nathalie Champagne. Mais elle avait d'abord tout essayé pour éviter d'en arriver là, ce qui lui a permis de prendre cette décision de façon éclairée et beaucoup plus sereine.»

Après la faillite, le CIBES a continué d'accompagner Isabelle durant quelques mois pour l'aider à rebâtir sa santé financière. Aujourd'hui bien outillée et plus consciente des pièges liés au crédit, elle a adopté de meilleurs comportements et considère désormais l'avenir avec beaucoup plus de confiance. «Mes conseillers m'ont réellement aidée à cheminer pour que je m'en sorte, mais aussi pour m'éviter de remettre les pieds dans les plats. Ils m'ont offert une rampe de départ, en quelque sorte.»

De son côté, Nathalie Champagne est toujours heureuse de voir les gens qu'elle a conseillés retrouver l'équilibre financier et la paix d'esprit. Mais ce qui la touche le plus, c'est de voir des gens revenir la consulter après coup. «Pour moi, c'est le signe que ces personnes se sentent suffisamment en confiance pour savoir qu'elles ne seront pas jugées malgré de nouvelles difficultés financières», souligne-t-elle.

Le parcours d'Isabelle illustre bien ce lien de confiance qui s'est construit entre elle et le CIBES, car depuis 10 ans elle siège au conseil d'administration de l'organisme!

«Aujourd'hui, j'essaie de convaincre les gens de ne pas hésiter à se tourner vers les organismes de consultation budgétaire comme le CIBES lorsque des difficultés financières surviennent et, surtout, de ne pas attendre de toucher le fond... Mais, peu importe votre situation, sachez que vous trouverez la compréhension dont vous avez besoin auprès de ces organismes», conclut-elle.

Chronique par et pour les aînés: Le surendettement

Michel T. Héroux

Étant à la recherche d'un premier sujet pour cette chronique, j'ai consulté Madame Diane Boisselle de l'AQDR de Trois-Rivières. Elle venait juste de recevoir un texte du Centre d'intervention budgétaire et social de la Mauricie (CIBES) et me l'a soumis. Sa lecture me réservait des surprises.

J'y ai appris que la proportion d'aînés, arrivant à la retraite tout en se trouvant endettés, est passée de 27 % à 58 % de 1993 à aujourd'hui. Dans la même veine, un échange de courriels avec un intervenant du CIBES m'apprenait que l'Institut de la statistique du Québec prévoit une augmentation des dettes des aînés de 135 % entre 2012 et 2022. Ces chiffres ont de quoi donner froid dans le dos.

Face à ce constat, l'équipe du CIBES entend être proactive. En effet, l'organisme réalisera bientôt une étude visant à mieux comprendre la situation financière des individus lors du passage à la retraite. De façon plus précise, il s'agira d'établir les causes de la détérioration ou de l'amélioration de leur situation. Il y aura également une analyse des moyens utilisés par ces personnes et ces couples pour assurer leurs besoins. Les résultats aideront sûrement les intervenants et intervenantes du CIBES à agir de façon plus efficace, afin de prévenir les situations d'endettement et de faciliter la gestion des difficultés financières d'aînés.

Pour cette étude, le CIBES est présentement à la recherche de volontaires. C'est-à-dire de personnes vivant seules ou en couple qui ont pris leur retraite récemment ou qui comptent la prendre sous peu. Il

leur sera demandé comment elles s'organisent face à la retraite et comment elles entendent leur avenir financier.

Pour ceux et celles qui ne connaissent pas le CIBES, je souligne que cet organisme à but non lucratif a pour mission d'aider les familles et les individus qui vivent des difficultés liées au budget, à l'endettement ou à la consommation.

Cette organisation existe depuis plus de trente ans et était connue autrefois sous le nom d'ACEF de la Mauricie.

Michel T. Héroux

Renseignement important!

Le numéro de téléphone du CIBES de la Mauricie est le 819 378-7888.



CIBES
Centre d'intervention budgétaire
et sociale de la Mauricie



PARLONS BUDGET!

Virginie Rainville, Conseillère budgétaire au CIBES

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale (CIBES) de la Mauricie a pour mission d'aider les familles et les individus qui vivent des difficultés liées au budget, à l'endettement ou à la consommation. Le principal outil que nous utilisons dans le cadre de nos rencontres avec les personnes qui nous consultent est le budget. Et comme nous sommes convaincus que celui-ci est la première solution aux difficultés financières, nous vous proposons de partager notre vision du budget.



À quoi ça sert de faire un budget?

Si nous devions donner une définition très objective du budget, nous dirions que c'est un outil qui permet de répartir les revenus et les dépenses de façon à les équilibrer. Ce qui veut dire, concrètement, que si le budget est déficitaire, il faut trouver le moyen d'augmenter les revenus ou de diminuer les dépenses. Vous vous dites sans doute que c'est plus facile à dire qu'à faire, et vous avez bien raison.

En effet, contrairement à ce que plusieurs pensent, **le budget n'est pas une affaire de comptable**. Que voit-on à part des chiffres dans un budget? On voit nos priorités, nos valeurs et nos choix, les bons comme les mauvais. C'est pourquoi il est si difficile d'effectuer des coupures dans les dépenses lorsque le budget est

déficitaire. Et c'est souvent pour cette raison que les gens se découragent.

Les gens nous disent parfois: « Je n'ai pas d'argent pourquoi je ferais un budget? ». Et bien plus le budget est serré, plus il est important de bien s'organiser. Nous prenons une multitude de décisions financières quotidiennement. Le budget devient donc notre guide: Est-ce que je peux dépenser pour telle ou telle chose, si oui combien? À quel moment dans le mois? J'ai un imprévu, est-ce que ça peut attendre à mon prochain budget? Si non, qu'est-ce que je réaménage dans le budget en cours pour y faire face?

Le budget sert également à identifier où va notre argent. Ce sont souvent les dépenses quotidiennes et

hebdomadaires qui sont difficiles à contrôler. Les identifier le plus précisément possible nous permet ensuite de les cadrer. « En comptabilisant mes dépenses j'ai réalisé que je dépensais énormément dans les restaurants. Depuis ce temps, je me suis mis un montant par semaine à ne pas dépasser pour les restos », nous dit une jeune femme qui est venue nous consulter.

Le budget ne rend ni plus riche, ni plus pauvre. Il permettra par contre de faire une analyse de notre situation et d'en reprendre le contrôle de façon éclairée.

Dans le prochain article nous verrons les règles de base pour commencer à faire son budget et vous verrez que ce n'est pas si compliqué!



Centre d'intervention
budgétaire et sociale
de la Mauricie

PARLONS BUDGET!

Par Virginie Rainville, Conseillère budgétaire au CIBES

Comme nous l'avons vu dans le dernier numéro, le budget n'est pas une affaire de comptable. Il est tout d'abord le reflet de nos priorités et de nos valeurs. Il ne rend ni plus riche ni plus pauvre, mais il permet de se donner un portrait de la situation et est un bel outil pour reprendre le contrôle de nos finances.



Règles de base pour commencer à faire son budget

Tout d'abord, il est important de commencer par une prévision mensuelle. La méthode utilisée n'est pas importante, on peut facilement le faire sur une feuille mobile, une colonne pour les revenus et une autre pour les dépenses. **Il est par contre primordial de le faire en deux étapes:**

- 1 **Faire la prévision des revenus et des dépenses du mois à venir** (quand et combien), en commençant avec la prochaine entrée d'argent, sans oublier d'inscrire les sommes déjà disponibles (en caisse et en poche). Une fois le mois commencé, on ne touche plus à la prévision.
- 2 **Inscrire la réalité au fur et à mesure** que le mois avance pour suivre l'évolution. Par exemple, si j'ai planifié 100\$ d'épicerie par semaine et que dans les faits il m'en coûte 130\$, c'est une différence de 120\$ à la fin du mois. Je ferai donc le prochain budget en fonction de ma réalité.

On doit planifier l'ensemble des dépenses, pas seulement les obligations comme le loyer, les assurances, le téléphone, etc. Les dépenses quotidiennes sont les plus difficiles à établir (épicerie, essence, sorties, dépanneur, etc.). Il faut trouver une façon de les comptabiliser afin d'avoir les montants les plus exacts possible, ce qui permettra de nous réajuster dans le budget du mois suivant. Le budget doit éventuellement devenir comme un miroir de notre vie, le reflet exact de notre fonctionnement.

Lorsque le budget mensuel est bien stabilisé, il est sage de planifier le plus précisément possible les dépenses qui ne surviennent qu'annuellement (entretien et réparations

d'auto, rentrée scolaire, dentiste, etc.). Cet exercice permet d'évaluer le montant que nous devons mettre de côté chaque mois pour être en mesure d'y faire face dès qu'elles surviennent.

Dans le prochain article, nous vous suggérerons un guide de survie du premier mois de budget. En effet, c'est le premier mois qui est difficile parce qu'on doit s'approprier un nouvel outil et qu'il nous oblige à se cadrer. Si on y survit, c'est là que la magie opère et que le budget devient un outil extraordinaire qui diminue le stress et qui favorise une réelle prise en charge des finances personnelles.

CIBES



Centre d'intervention
budgétaire et sociale
de la Mauricie

PARLONS BUDGET!

Par Virginie Rainville, Conseillère budgétaire au CIBES

Dans le dernier numéro, nous avons vu quelques règles de base pour commencer à faire un budget. On terminait en disant que si on survit au premier mois, le budget diminue le stress et aide à rétablir la situation financière. Voici donc **nos conseils sur les obstacles qui risquent de survenir**. Ce sont des ajustements à faire, le temps d'intégrer ce nouvel outil à notre vie.



1 J'ai de la difficulté à respecter le budget et je ressens un sentiment de contrainte.

Il est tout à fait normal que vous viviez un sentiment de privation, puisque vous avez un nouveau cadre. Par contre, il est possible que vous ayez sous-estimé les montants alloués aux dépenses courantes (épicerie, essence, dépanneur, sorties, etc.). Il faut donc tenter de les identifier le plus précisément possible et les ajuster dans le budget suivant.

2 J'ai de la difficulté à intégrer le budget dans mon quotidien.

Une démarche budgétaire ne se fait pas sans changement dans le fonctionnement et l'organisation de la vie. Il faut trouver des trucs pour intégrer ce nouvel outil dans votre routine quotidienne et que ce soit le moins lourd possible. Normalement, vous devriez consacrer une quinzaine de minutes par semaine pour mettre à jour votre budget. Cela devrait, ultimement, devenir une habitude, comme faire son épicerie.

Je dois faire face à une dépense imprévue?

3 D'abord, lors de la prévision du budget, il faut tenter d'identifier tout ce qui peut arriver dans le mois à venir (anniversaire, sortie spéciale, etc.). Les imprévus ne manqueront toutefois pas d'arriver (bris d'électroménager, contravention, etc.). Le budget est votre référence. C'est lui qui vous dira quand et comment faire face à une dépense imprévue. Est-ce que celle-ci peut attendre au prochain budget? Si non, qu'est-ce que vous pouvez modifier dans le budget en cours? Repousser une dépense à la semaine suivante, effectuer de petites coupures dans les dépenses courantes, etc.

J'ai de la difficulté à gérer les tentations de dépenses non planifiées.

4 Le budget est un cadre pour prendre des décisions financières. Pas seulement pour les gros achats (voiture, meuble, etc.) mais aussi, et surtout, pour les dépenses quotidiennes. Sans s'en rendre compte, nous prenons une foule de petites décisions tous les jours. Encore une fois, c'est le budget qui peut me dire si je peux dépenser pour telle ou telle chose, et combien. Pour éviter les tentations nous devons parfois changer notre routine. Par exemple, « faire des commissions » peut être une activité en soi. Cela incite bien sûr à acheter des choses dont nous n'avons pas nécessairement besoin ni prévues en partant de chez soi.

Si vous avez **besoin d'accompagnement pour démarrer votre budget**, n'hésitez pas à nous contacter au **819 378-7888**. À notre prochain rendez-vous, nous aborderons les dettes et les retards dans les comptes courants.



Le salaire à 15 \$ l'heure: un minimum

Nous assistons présentement à un débat assez virulent concernant l'augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure. Virulent dans la mesure où ce que nous entendons de la part des organisations patronales et de certains économistes, c'est que le Québec se dirige vers une catastrophe si jamais son gouvernement prenait une telle décision. Comme toujours, on fait dire ce qu'on veut aux chiffres.

Or, les gens directement concernés peuvent avancer, des chiffres autrement pertinents et réels qui montrent l'insuffisance de revenus d'une frange importante de la population ouvrière. On ne connaît pas l'avenir et si l'on se fie aux pronostiques économiques des dernières années, les économistes encore moins que les autres. En effet, les études sont nombreuses à démontrer les bienfaits d'une augmentation du salaire minimum sur l'ensemble de la société, là où les acteurs politiques ont joué leur rôle, que ce soit aux États-Unis ou en Europe.

Ce débat est essentiellement politique et c'est à ce niveau qu'il doit être mené. Il est également éminemment social puisqu'il concerne une importante fraction de la population, celle qui vit au bas de l'échelle du marché du travail. Que les nantis s'opposent à ce que les moins fortunés améliorent leur sort, il n'y a rien de nouveau sous le soleil.

Il faut tout de même s'étonner que dans une société dite évoluée et démocratique de tels sursauts d'égoïsme soient encore possibles. Bien sûr, on prend toujours comme exemple la petite entreprise qui risque de disparaître si on s'engage dans cette voie. Qu'est-ce qui fragilise et, in extremis, tue les PME? L'augmentation du salaire minimum qui améliore la vie de tout le monde, ou les comportements de grandes compagnies monopolistiques déloyales et promptes à bafouer toutes les règles pour anéantir la concurrence?

Nous n'entrerons pas dans les détails, mais notre expérience montre très clairement, à partir d'un budget type, que le salaire annuel nécessaire à une personne seule pour mener une vie minimalement convenable doit se situer au-dessus de la barre des 35 000 \$ par année. La seule «extravagance» dans ce budget c'est un paiement auto de 250 \$ par mois.

Un salaire minimum à 15 \$ l'heure est encore très loin de ce seuil et ce, sans tenir compte de tous ces employés qui travaillent sur des horaires brisées et n'atteignent jamais les 35 heures sur lesquelles sont basées tous les calculs à ce propos.

Surtout que généralement, comme nous faisait remarquer une coalition d'organismes et de syndicats dernièrement, les gens au salaire minimum ne bénéficient d'aucune condition de travail telles que des congés payés en cas de maladie, voire simplement de connaître leur horaire de travail cinq jours à l'avance pour leur permettre d'organiser leur vie personnelle et familiale ou pour se trouver un autre emploi à temps partiel si le premier n'assure pas un nombre d'heures suffisant.

Oui, 15 \$ l'heure est vraiment un minimum, c'est une question de justice sociale et d'équité.

Bertrand Rainville
Conseiller budgétaire
CIBES de la Mauricie



Pour aider encore plus

Pour la plupart des gens, le milieu communautaire est une abstraction. On sait qu'il existe, mais on ne sait pas trop à quoi il sert. À moins, bien sûr, d'avoir vécu un moment dans sa vie où on a dû recourir aux services de l'un ou l'autre des nombreux organismes qu'on regroupe sous cette étiquette.

Pourquoi une grève? Parce que le communautaire est sous-financé, parce qu'il fait partie de l'arrière-cour du système de santé et de services sociaux, parce qu'il rend d'immenses services à la société dans son ensemble, parce que s'il n'existait pas il faudrait l'inventer.

Pourquoi cette grève est-elle symbolique? Parce que les gens que nous aidons et que nous avons aidés ne prendront pas de pancartes pour défiler dans les rues en se revendiquant d'une aide reçue dans une mauvaise période de leur vie qu'ils cherchent la plupart du temps à oublier.

Il le faudrait pourtant. Ils sont des milliers chaque année, en Mauricie, à bénéficier des services offerts par cette nébuleuse sociale qu'on appelle le communautaire. L'idée d'une grève c'est d'essayer de dire: que feraient ces gens si nous n'étions pas là?

La question se pose: pourquoi les organismes communautaires? Pourquoi l'État, qui a la charge des services sociaux, ne peut-il pas combler tous les besoins dont a besoin la population?

D'abord, le communautaire est souvent à l'avant-garde pour expérimenter des pratiques destinées à des clientèles qui ne sont pas prises en charge par le réseau public. Puis, parce que le communautaire a une très longue pratique de dévouement, de militance, de bénévolat, de générosité. Parce qu'il travaille différemment, dans des approches très ciblées et qu'il n'a pas à répondre à un appareil bureaucratique contraignant.

Que les conditions de travail des travailleurs et travailleuses communautaires soient plus précaires, cela va de soi. Nous prenons plus de risques, nous accompagnons les gens, quels que soient leurs besoins, nous sommes proches d'eux, avec eux. Et cela ne peut pas se comptabiliser, se bureaucratiser, s'évaluer mathématiquement.

Le communautaire est un îlot de gratuité et de générosité, dans une société où tout se monnaie, où tout s'évalue en argent sonnante. Le communautaire, dans cette société individualiste, fragmentée, souvent désorientée, créant des problèmes sociaux à la chaîne, constitue une richesse incommensurable.

Et, le communautaire aujourd'hui vous dit, dit aux décideurs, aux dirigeants politiques: encouragez-nous, donnez-nous plus de moyens, pas pour améliorer nos conditions de travail, non, pour que nous puissions aider plus de gens.

Bertrand Rainville

Travailleur communautaire

CIBES de la Mauricie

Publié le 16 novembre 2016

Parler d'argent à vos enfants, les conseils du Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie

À l'approche des fêtes de fin d'année, les questions d'argent et de budget sont souvent plus fréquentes entre parents et enfants. Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie (CIBES) dresse sa liste de conseils et des différentes allocations hebdomadaires possibles.

Pour Virginie Rainville, l'allocation hebdomadaire est une belle occasion d'apprentissage financier pour l'enfant. « C'est une belle occasion de faire des apprentissages à nos jeunes », dit-elle. « On lui apprend que l'argent ne tombe pas du ciel, on lui apprend à faire des choix évidemment. On lui apprend à se tromper », a-t-elle dit à Barbara Leroux.

Différence entre besoin et désir

Un aspect important pour la conseillère, c'est aussi « de lui apprendre la différence entre les besoins et les désirs. Souvent les besoins et les désirs s'entremêlent, surtout chez les adolescents », a expliqué Mme Rainville.

Elle considère aussi « qu'il est important de parler des questions d'argent dès le plus jeune âge, comme les limites du budget quand ils veulent quelque chose. Comme par exemple, leur dire ce jouet coûte trop cher, peut-être plus à ta fête ou à Noël mais pas aujourd'hui », cite-t-elle en exemple, tout en précisant qu'il faut éviter « de leur faire porter le poids de nos limites financières. »

Trois sortes d'allocation pour les enfants

Reliée aux tâches accomplies

Risque de négociations continuelles et de déresponsabilisation dans le partage des responsabilités familiales.

Hebdomadaires fixe sans conditions

Problématique de l'évaluation du montant en fonction de l'âge. Occasion de montrer comment faire un budget et épargner.

Sur demande

Risque de demandes répétitives faites aux deux parents.

Quel âge pour de l'argent de poche?

Virginie Rainville estime que « pour donner de l'argent de poche », on peut commencer lorsque l'enfant a entre 10 et 12 ans. « quand il commence à avoir une vie sociale extérieure. Il serait bien de lui demander ce qu'il compte en faire pour évaluer la pertinence et le montant à allouer », précise-t-elle.

Elle explique aussi que les parents sont le premier exemple pour les enfants. « Les parents doivent être très cohérents », dit-elle. Et de préciser qu'il faut « les laisser se tromper et les laisser faire des choix. Les aider à faire l'apprentissage reliée aux erreurs de la gestion d'argent. »

PASSIONNÉS DU COMMUNAUTAIRE

LE COMMUNAUTAIRE: UNE GRÈVE SYMBOLIQUE

Par Bertrand Rainville, Travailleur communautaire au Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie (CIBES)

Pour la plupart des gens, le milieu communautaire est une abstraction. On sait qu'il existe, mais on ne sait pas trop à quoi il sert. À moins, bien sûr, d'avoir vécu un moment dans sa vie où on a dû recourir aux services de l'un ou l'autre des nombreux organismes qu'on regroupe sous cette étiquette.

Pourquoi une grève? Parce que le communautaire est sous financé, parce qu'il fait partie de l'arrière-cour du système de santé et de services sociaux, parce qu'il rend d'immenses services à la société dans son ensemble, parce que s'il n'existait pas il faudrait l'inventer.

Pourquoi cette grève est-elle symbolique? Parce que les gens que nous aidons et que nous avons aidé ne prendront pas de pancartes pour défilé dans les rues en se revendiquant d'une aide reçue dans une mauvaise période de leur vie qu'ils cherchent la plupart du temps à oublier. Ces personnes ne se présenteront jamais : moi, chômeuse, moi assistée sociale, moi femme victime de violence, moi endettée... Et nous ne leur demanderons pas non plus.

Il le faudrait pourtant. Ils sont des milliers chaque année, en Mauricie, à bénéficier des services offerts par cette nébuleuse sociale qu'on appelle le communautaire. L'idée d'une grève c'est d'essayer de dire : que feraient ces gens si nous n'étions pas là?

La question se pose : pourquoi les organismes communautaires ? Pourquoi l'État, qui a la charge des services sociaux, ne peut-il pas combler tous les besoins dont a besoin la population? Il y a plusieurs réponses possibles. D'abord, le communautaire est souvent à l'avant-garde pour expérimenter des pratiques destinées à des clientèles qui ne sont pas prises en charge par le réseau public. Puis, parce que le communautaire a une très longue pratique de dévouement, de militance, de bénévolat, de générosité. Parce qu'il travaille différemment, dans des approches très ciblées et qu'il n'a pas à répondre à un appareil bureaucratique contraignant. Que les conditions de travail des travailleurs et travailleuses communautaires soient plus précaires, cela va de soi. Nous prenons plus de risques, nous accompagnons les gens, quelque soient leurs besoins, nous sommes proches d'eux, avec eux. Et cela ne peut pas se comptabiliser, se bureaucratiser, s'évaluer mathématiquement.

Le communautaire est un îlot de gratuité et de générosité, dans une société où tout se monnaie, où tout s'évalue en argent sonnante. Le communautaire, dans cette société individualiste, fragmentée, souvent désorientée, créant des problèmes sociaux à la chaîne, constitue une richesse incommensurable. Et, le communautaire aujourd'hui vous dit, dit aux décideurs, aux dirigeants politiques : encouragez-nous, donnez-nous plus de moyens, pas pour améliorer nos conditions de travail, non, pour que nous puissions aider plus de gens.



Le revenu minimum garanti: une réflexion s'impose

Comment réfléchir à cette question du revenu minimum garanti (RMG) qui remonte constamment à la surface un peu partout en Occident, voire à travers la planète. En effet, l'expérience a été tentée aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine en passant par l'Europe, les États-Unis ou le Manitoba.

Partout, à petite échelle, elle s'est avérée extrêmement intéressante: réduction de la pauvreté, conditions de travail plus humaines, amélioration de l'éducation, réduction de l'exode rural, etc.

Pourtant, à première vue, sans avoir entendu l'ensemble des arguments (je rappelle que cette discussion se déroule partout dans le monde), il semble évident que, tous les autres facteurs socioéconomiques restant constants, l'avènement d'un revenu universel, en admettant sa possibilité financière, appauvrirait tout le monde... sauf les riches, bien entendu. À droite, on milite pour ce RMG, en salivant à la pensée qu'on pourrait ainsi mettre fin aux programmes sociaux qui seraient fusionnés sous un même chapeau et ainsi économiser des milliards en administration. À titre d'exemple, pour le simple programme d'aide sociale au Québec, l'administration coûte un peu plus de 10% (463,2 millions\$) de son budget total (4,4 milliards \$). Et qu'advierait-il des pensions de vieillesse, de l'assurance-emploi, des allocations familiales, etc.? À gauche, c'est évidemment les bénéfices humains cités plus haut qui rendent ce revenu de base aussi attrayant.

Cependant, il y a beaucoup d'opposition d'un côté comme de l'autre. Certains craignent les coûts astronomiques d'une telle mesure et l'encouragement à la paresse de milliers de personnes qui seraient tentées de se contenter de ce minimum pour cesser de travailler. D'autres croient plutôt que les employeurs en profiteraient pour rogner sur les salaires et les conditions de travail puisque chacun de leurs employés recevrait un montant minimal pour vivre. Tous ces arguments méritent attention, bien sûr.

Un débat illusoire?

Qu'est-ce qui rend ce débat un peu illusoire à nos yeux ? C'est qu'aucune des positions ne remet en cause les assises économiques telles qu'elles fonctionnent présentement. On essaie d'aménager une société duale, où le fossé entre riches et pauvres se creuse toujours davantage, et qui présente un seuil de tolérance très élevé face à ces inégalités sociales. On veut bien instaurer une telle mesure progressiste à condition que personne ne perde.

Pensons à la lutte pour le salaire minimum à 15 \$ l'heure. Nous sommes loin du compte. Au 1er mai prochain il passera à 11,25 \$. On peut se demander, tant qu'à revendiquer, pourquoi limiter à 15 \$ alors qu'on sait qu'un tel salaire confine à la pauvreté. Bien sûr, on craint, avec raison, que les petites entreprises ne puissent plus survivre. Il faudrait alors que l'État intervienne pour subventionner cette hausse.

Là le RMG prend tout son sens.

Le revenu minimum garanti: une réflexion s'impose **SUITE**

On peut donc imaginer que l'État puisse mettre en oeuvre une telle mesure de compensation avec l'argent économisé par l'unification des programmes sociaux. On peut imaginer également qu'un marché du travail assoupli s'organise de façon à permettre à tout le monde de travailler, d'avoir un revenu d'emploi.

En fait, quels sont les fondements socioéconomiques en cause dans cette discussion? Nous vivons dans une société inégalitaire et c'est cela qui est au centre du débat. Au Québec, l'économie est ainsi faite que 20,4 % du travail productif (844 400 emplois dans les secteurs primaire et secondaire) assurent 79,6 % des autres emplois des services, du commerce et du système financier (3,3 millions d'emplois). Puis, l'instruction s'améliorant, on exige un secondaire 5 pour à peu près n'importe quel travail, rejetant dans le fossé tous ceux et celles qui ont abandonné l'école sans diplôme (34,8 % des 735 000 emplois à bas salaires au Québec sont occupés par des personnes surqualifiées, ISQ 2016). En fait, l'économie n'a pas besoin de cette main-d'oeuvre sous-qualifiée. Selon l'OCDE, plus de 85 % des tâches de production dans certains secteurs industriels sont identifiées comme potentiellement automatisables. En France, le candidat socialiste à la présidentielle propose de taxer les robots! Nous avons là un véritable problème de société.

Déjà aujourd'hui, il n'est pas normal de travailler quarante heures par semaine. Au Québec, le nombre d'heures travaillées en 2016 était de 34,3 en moyenne. Bien sûr, nous savons pourquoi il y aurait beaucoup de résistance à diminuer les heures de travail si cette réduction entraînait une baisse de revenus. On peut croire, cependant, qu'à peu près personne ne refuserait de travailler 30 heures par semaine au même salaire. Il y a là une marge de négociation, un lieu de conciliation.

Nous entrons dans une nouvelle ère, il faudra tôt ou tard s'adapter.

Bertrand Rainville
Travailleur communautaire
CIBES de la Mauricie



Merci à nos bailleurs de fonds!

*Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
de la Mauricie-et-
du-Centre-du-Québec*

Québec 

*Office
de la protection
du consommateur*

Québec 



Centraide
Mauricie

Nous tous, ici



trois-rivières



Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

Emploi

Québec 